

Résolution sur les tâches politiques de PEPS

Face à une poly-crise, refuser la résignation

Les mutations de l'ère du Capitalocène entraînent une exacerbation des contradictions et des attaques de plus en plus violentes contre les classes populaires et le Vivant. Jamais la crise écologique, sociale, démocratique, culturelle n'a été aussi puissante sur tous les continents. Le capitalisme est à l'origine de l'ampleur de cette poly crise inédite qui pose la question de la survie de l'humanité. Elle se manifeste à travers le changement climatique, l'effondrement de la biodiversité, la pollution de l'air, des eaux et des sols. Ce désastre est entraîné notamment par les émissions de gaz à effet de serre des secteurs des énergies fossiles, de l'agriculture, de l'élevage et des transports.

Les effets de la catastrophe climatique ont pour conséquence des épisodes climatiques extrêmes comme à Mayotte ou dans l'Aude, à Valence en Espagne ou en Californie. La Terre risque de devenir inhabitable pour des milliards de personnes, souvent les plus pauvres et qui ne sont pas responsables de ce désastre.

La crise écologique est aggravée par la crise géopolitique marquée par la montée en puissance du Sud Global et le retour de la guerre comme moyen de résoudre les conflits inter impérialistes ou intra étatique (*Russie en Ukraine, Israël en Palestine, guerres civiles au Soudan, au Yémen, en Birmanie, au Congo*) et par l'arrivée de Trump au pouvoir qui a relancé l'extractivisme des ressources fossiles (*charbon, pétrole, gaz naturel, gaz de schiste*).

La régression sociale s'impose partout dans le monde et notamment en France. La répartition des richesses est au centre des enjeux de la période. Les capitalistes, pour maintenir leurs profits, obligent l'État à casser toujours plus les services publics et à couper dans la protection sociale pour financer des cadeaux fiscaux et subventions aux entreprises. Les aides publiques aux entreprises ont ainsi été multipliées par cinq entre la fin des années 90 et 2019. C'est le sens des réformes menées ces dernières décennies : retraites, assurance chômage, budget de la sécu, congés payés, lois travail... C'est aussi l'inflation qui conduit à baisser la rémunération réelle de la population.

À cela s'ajoute, depuis la fin de l'année 2024, une vague de suppressions d'emplois, dans le privé comme dans le public, qui plonge dans la précarité voire la misère des centaines de milliers des personnes qui s'ajoutent aux 5 millions de chômeurs/ses déjà existants. Les inégalités explosent et sont au cœur du nouveau capitalisme mondialisé : 10 % des plus riches détiennent 50 % des richesses, une quarantaine de milliardaires français·es (*4 fois plus qu'en 2008*) possèdent 510 milliards (*8 fois plus qu'en 2008*). Entre 2020 et 2024, les 4 plus grosses fortunes ont augmenté de 87 %.

Dans le même temps, le nombre de personnes bénéficiant de l'aide alimentaires a explosé. Les femmes, notamment dans les familles monoparentales, en sont les premières victimes ainsi que les jeunes. Le taux de pauvreté correspond désormais à 15,4 % de la population, contre 14,4 % en 2022. Cela représente 9,8 millions de personnes vivant avec moins de 1 288 euros par mois, soit sous le seuil de pauvreté monétaire (qui correspond à 60 % du revenu médian).

Les migrantEs présentEs comme assistéEs et des délinquantEs subissent le plus durement les conséquences de la dégradation sociale globale. Ces politiques racistes impulsés par

Darmanin et Retailleau tout en servant de tremplin à l'extrême droite, sont impuissantes à résoudre la crise du système capitaliste. Les néofascistes comme les néolibéraux sont solidaires pour amplifier leur offensive contre l'ensemble des classes populaires et du Vivant.

Mais cette crise est aussi politique. La méthode de gouvernement antidémocratique du macronisme a ouvert la voie à une union des droites sous direction du RN. La défiance politique est particulièrement marquée dans notre pays. Une large majorité des citoyens éprouvent de la méfiance ou du dégoût par rapport à la politique.

Il ne faut pas s'y tromper : ce qui se passe n'est pas un trou d'air mais une crise structurelle, en France et à l'échelle des démocraties occidentales où partout l'extrême droite se renforce. Cette melonisation de la droite se voit à travers les lois anti-immigration et anti musulmanes (*loi séparatisme, sur le voile et la burqa, lois liberticides sur le fichage et le contrôle des populations*). Les classes populaires sont invisibilisées et exclues de toute représentation politique. La crise démocratique est à l'œuvre dans toute la société. L'expertocratie a remplacé le débat d'idée. Les médias sont sous l'emprise d'oligarques liés à la droite ou à l'extrême droite et véhiculent une pensée raciste, sexiste, homophobe, validiste.

Quant à la gauche dite de gouvernement, fragmentée, divisée, elle ne pèse que 30 % dans toutes les études d'opinion. L'espoir suscité par le NFP et ses résultats est retombé. La course de chevaux pour l'élection présidentielle est la seule qui intéresse des appareils déconsidérés. Le PS dans son refus de censurer le gouvernement Macron Lecornu a montré une fois de plus qu'il était la béquille ultime de la droite et du macronisme. Face à ces "irresponsables" (*pour reprendre le titre du livre de Yoann Chapoutot*) qui, comme dans les années 30 organisent la défaite, nous devons organiser la contre-offensive en regroupant notre camp par une politique par en bas et nous doter d'une feuille de route pour 2026.

1) Construire les institutions du Commun et les mairies communalistes

Le pouvoir populaire se construit à travers des institutions du "déjà là". Ces institutions sont soit des lieux tels des Maisons du Peuple, des Bourses du Travail du commun, des ZAD, des Centres Sociaux, soit à travers des institutions issues des luttes pour la Sécurité Sociale de l'Alimentation, de la Culture, du Logement, de la Mort, soit des expérimentations alternatives telles les Sel, les monnaies locales, les fermes agro écologiques, les écantines ou les épiceries solidaires, les jardins ouvriers, les centres de santé communautaires...

Nous estimons que la fédération de ces institutions du commun au niveau local, voire régional est un objectif possible à l'image de ce que réalisent nos camarades de Mulhouse avec la Maison de la Citoyenneté Mondiale qui, en même temps qu'il est un lieu accueillant des activités internationalistes pour la paix, pour la Palestine ..., a impulsé des initiatives comme le magasin pour rien, le restaurant solidaire, des jardins partagés...

Il faut donc politiser ces Communs en les inscrivant dans une perspective d'articulation de la société des Communs.

Nous souhaitons aller plus loin en fédérant, au sein même de PEPS, des Communs qui souhaiteraient donner un sens politique à leur action. Nous devons si nous voulons réaliser cet objectif développer des initiatives allant dans ce sens : soutenir ou créer nous-mêmes des lieux autogérés et ouverts.

Le pouvoir populaire se construit par l'auto-organisation et l'autogestion des luttes :

Nous devons construire le mouvement écolo-social dans l'esprit des Gilets Jaunes et de "Bloquons tout". Le mouvement a inventé ses propres bases arrière qui permettent de le massifier dans la durée : cantines populaires, street médicaux, garderies, défense juridique, assemblées populaires locales ou AG d'entreprises.

Construire des collectifs de lutte et d'entraide dans les quartiers, les villes, les villages, sur les lieux d'études, les entreprises, permet de se coordonner et d'échanger tout en permettant au plus grand nombre de participer au mouvement. Ces structures d'auto-organisation sont les seules à même d'ancrer le mouvement dans la durée. Ces structures permettent d'organiser des actions, de discuter des revendications, et de les connecter aux comités qui vont porter la grève. Nous devons soutenir les zones d'occupation féministe, les zones antiracistes, les mouvements anti-validistes, les villages et collectifs antifascistes ou les collectifs NFP, les mouvements écologistes qui sont des espaces où se construisent des convergences et peuvent s'élaborer des exigences unifiantes.

Le pouvoir populaire se construit dans les Communes :

En 2026, ces luttes territoriales pour instituer les communs se traduiront par la bataille autour des élections municipales dans les 36000 communes de France. Préparer les municipales en soutenant et participant aux listes communalistes et citoyennistes pour constituer des bases communalistes d'appui du mouvement populaire est d'une importance essentielle pour PEPS. Dans les villages et les petites villes de moins de 20. 000 habitants nous soutenons l'initiative d'Action Commune qui regroupe les élu-e-s actuels et les candidat-e-s des listes communalistes et citoyennistes.

Dans les autres communes, nous privilégions sur la base de **notre Proposition Communaliste** des listes de Front Populaire de combat. Si nous sommes pour l'unité de la gauche et des Écologistes, dans les cas où la division serait présente, nous opterons pour le soutien et la participation des listes sans le Parti Socialiste ou Place Publique qui représentent toujours la gauche de droite prête à s'allier aux macronistes.

Pour tirer le bilan des élections municipales et concrétiser l'émergence d'un pôle éco-communaliste, nous souhaitons organiser avec ceux qui le souhaiteront **des assises du communalisme** à la suite des élections municipales et une **Université d'été communaliste** à l'été 2025.

2) Lutter contre la fascisation et enrayer l'avènement du fascisme

Construire un front populaire de combat pour un gouvernement répondant aux besoins élémentaires des classes populaires.

La présidence Macron a été le tremplin sur lequel le RN s'est envolé en brisant le plafond de verre. Le Pen n'a jamais été aussi près d'arriver au pouvoir et de construire une Union des droites à la Meloni. Dans un contexte de luttes défensives pour conserver les acquis sociaux et environnementaux, il s'agit d'organiser la résistance à la droite extrême et à l'extrême droite afin de modifier le rapport de forces en faveur des classes populaires et du Vivant.

Ce Front populaire de combat antifasciste doit se construire à la base et dans l'action commune. NFP et NUPES ont montré les limites des cartels des gauches gouvernementales.

Mais les dizaines de milliers de militants qui se sont organisés sur le terrain ont démontré le puissant désir d'unité populaire du peuple de gauche et de l'écologie. Dans cet esprit nous considérons comme positif l'existence du Réseau des comités du NFP que nous avons, avec d'autres, contribué à construire. Mais ce Réseau doit renforcer l'auto-organisation et l'autonomie des luttes, ne pas être un mouvement de récupération politique pour promouvoir d'illusoires "primaires" où seraient désigné un candidat commun anti LFI.

Le mouvement du 10 septembre a lié la question de la taxation des riches au mot d'ordre "Démission Macron". C'est une avancée. Nous devons mettre en avant cette expression du mouvement pour libérer le désir de révolte et d'antifascisme.

En tant que communalistes si nous privilégions la création d'assemblées populaires pour organiser la participation aux élections municipales sous le contrôle des populations, nous ne nous désintéressons pas des échéances politiques comme les législatives ou les présidentielles. Pour nous les élections ne sont ni un totem, ni un tabou. Nous considérons qu'il faut y participer car c'est un moment de politisation important mais sans le fétichiser. Au contraire nous devons combattre l'électorisme et le présidentialisme, maladie sénile des partis politiques de gauche. La présidentielle entrave l'auto-organisation et l'autogestion des luttes.

Notre seul mot d'ordre doit être la fin de la Vème République et de sa clef de voute qui est l'élection d'un monarque au suffrage universel. Nous n'avons pas besoin d'un roi ou d'une reine, d'un homme ou d'une femme providentielle mais d'une Constituante qui abolisse cette monarchie qui ne dit pas son nom. Comme en 2022, nous attendrons le moment opportun pour faire connaître notre position sur cette élection. Aux législatives qu'elles se situent dans le cadre d'une dissolution ou en 2027, nous souhaitons présenter ou soutenir des candidats portant notre stratégie en construisant un pôle écologiste, anticapitaliste, internationaliste, autogestionnaire, féministe, antivalidiste et antiraciste.

Développer l'entraide, la défense active des droits, l'autodéfense populaire.

Le fascisme avance en cherchant des boucs émissaires ; les musulmans, les noirs, les "assistés", les LGBTQI +. Nous devons défendre les classes populaires contre tous les racismes, contre l'islamophobie, la négrophobie, la Rromophobie ; contre le sexisme et les violences sexuelles, contre l'homophobie et la transphobie.

La question raciale est le fondement du vote RN. Ne pas le voir et ne pas l'affronter en se réfugiant dans l'idée simpliste de valorisation de la seule question sociale est une fausse bonne idée. Chez nombre de membres des classes populaires blanches, le poison raciste repose sur la stratégie du bouc émissaire : ***"Ce sont les noirs et les arabes qui sont soutenus par l'État. Ils nous remplacent dans l'accès au travail, au logement, à la santé..."***.

Lutter pied à pied contre ces préjugés racistes, pour la liberté de circulation et d'installation, pour la régularisation de tous les sans papiers, pour l'égalité des droits entre français et étrangers doit constituer la base d'alliance, à l'image du travail accompli par la Marche des solidarités qui a sur la base de l'unité des collectifs de sans-papiers, réussi à constituer une alliance pérenne avec la CGT, Solidaires et des dizaines d'associations et de partis politiques. Les attaques racistes comme la répression sociale et politique sous toutes ses formes exigent une réponse nationale.

Cette défense des droits passe par l'auto-organisation à la base et dans l'action. Les Gilets Jaunes, Bloquons Tout ou les Soulèvements de la Terre ont montré que des centaines de milliers de personnes sont prêts à s'auto-organiser sur les territoires.

Quel que soit le nom qu'on leur donne, nous avons besoin de **Comités Populaires d'Entraide et de Luttés** qui pourraient prendre en charge trois types de tâches :

- d'abord la structuration du lien social, la défense des alternatives démocratiques tels les épiceries ou restaurants alternatifs, les magasins pour rien, les monnaies locales, les ZAD, les Maisons du Peuple, les jardins ouvriers pour montrer que nous ne sommes pas seulement dans l'"anti" mais dans le "pour".

- Ces comités populaires d'Entraide pourraient aussi faire fonction de *"Secours rouge ou Vert"*, qui permettrait de fédérer de la base au sommet la défense des libertés démocratiques et la défense sociale. La défense des droits ne peut être l'objet d'un cartel d'organisations. Les non encartés, les énergies à la base ne se mobilisent pas en fonction de telle ou telle organisation mais pour la défense de la vie des gens menacés par l'État, les propriétaires ou les patrons. Ils luttent concrètement contre les expulsions dans les logements, pour la défense des sans-papiers et des mineurs isolés, contre les violences policières.

- Enfin ces Comités populaires d'Entraide et de Luttés permettraient à terme la constitution de groupes d'autodéfense contre les groupes identitaires et fascistes. Nous sommes en effet convaincus que la vermine fasciste va s'attaquer physiquement à notre camp social comme elle l'a déjà fait ces dernières années à Lyon, à Paris ou dans plusieurs communes rurales. Nous devons expliquer que le fascisme d'atmosphère entretenu par les groupes Bolloré et Stérin ou par Reconquête, va déboucher sur l'affrontement à plus grande échelle, à fur et à mesure que le RN se rapprochera du pouvoir.

Mais la notion d'autodéfense populaire ne se résume pas qu'à la défense contre les groupes fascistes. Le mouvement féministe montre qu'il est possible d'organiser l'autodéfense contre les violences sexistes et sexuelles ; le mouvement anti raciste, l'autodéfense contre les violences policières et racistes.

Substituer au récit fasciste du "Grand remplacement" et du bouc émissaire le récit de la Seconde Commune

Il n'y a pas de perspective sans espoir. Il n'y a pas d'espoir sans vision de l'espérance. La faillite du communisme et du socialisme réel a fait disparaître de l'horizon des classes populaires la possibilité même d'un changement de société. Le capitalisme est devenu l'horizon indépassable comme si l'Histoire se résumait désormais à l'exploitation infinie de l'Humanité et du Vivant jusqu'à son extinction.

Nous ne nous résignons pas à simplement nous défendre face au capitalisme et à sa traduction néo fasciste. Il est nécessaire de prendre l'offensive.

Nous devons mettre en avant notre projet de société

- En soutenant dès aujourd'hui les zones non capitalistes dans l'économie et la société,
- En soutenant toutes les formes de résistances car résister c'est créer les bases d'une société libérée de l'exploitation, de l'aliénation, de la domination et de l'oppression.

Nous avons deux outils à notre disposition :

- **d'une part, notre brochure sur l'écofascisme.** Nous devons continuer en tant qu'écologistes de libération à déconstruire les discours éco fascistes, qui sous couvert de localisme, de survivalisme, développent le racisme, le techno fascisme, et le fascisme fossile.

- **d'autre part, notre projet de société désirable,** synthétisé dans notre "*Manifeste de la Seconde Commune Écologiste et Sociale*". La conscientisation des classes populaires se fait à partir des problèmes du quotidien mais aussi en partant d'un projet de société qui manque cruellement à la gauche.

Nous devons offrir un nouvel imaginaire collectif et un nouveau récit ancré dans des pratiques alternatives. Nous devons durant l'année 2026, utiliser ce Manifeste pour organiser des débats partout où cela est possible pour développer ce contre récit.

3) Regrouper les écologistes révolutionnaires et les anticapitalistes :

Lutter c'est bien, s'organiser c'est mieux : cela signifie se structurer, s'élargir, s'unir. Le préalable pour PEPS dans l'année qui vient doit être de passer d'un collectif de militants réduits à une organisation nationale. Pour PEPS, il s'agit de rompre avec l'idée d'être présent partout à tout moment mais de consolider notre mouvement. Cela suppose de nous structurer en soutenant de façon volontariste les groupes et les militants locaux isolés. Nous devons mettre sur pied un groupe d'animation et d'accueil qui répondra systématiquement aux demandes militantes exprimées.

Nous devons repenser notre organisation en fonction de cet objectif.

L'introduction du soin militant comme dimension de la formation des militanEs est un élément essentiel de notre développement. Être attentif aux situations des camarades en burn-out militant, aux VSS, aux demandes de nos militanEs handicapé-es ou racisés, doit devenir la priorité d'une commission de la médiation et du soin militant.

La structuration passe aussi par la création *d'un groupe chargé de la communication*. Nous ne sommes pas assez visibles sur les différents réseaux.

La structuration passe par *la formation des militants écologistes révolutionnaires*. La création d'un **institut ou d'un espace coopératif Élisée Reclus** doit être notre objectif pour l'année 2026. Ce dispositif aura trois tâches :

-la création d'une école permanente de formation de l'écologie de libération avec des stages nationaux et régionaux adaptés.

Les visios organisées autour des « *Lundis de PEPS* » doivent se transformer en visio de formation comme l'a montré le séminaire de *Démocratie Alimentaire*.

La publication en ligne d'une revue théorique et politique de l'écologie de libération. La formation passe aussi par l'approfondissement de notre orientation.

Le développement de notre wiki vert

Élargir veut dire nous enraciner dans le mouvement populaire.

PEPS regroupe déjà des militant-e-s des Gilets Jaunes. Cette aile radicale a existé à travers les assemblées des Assemblées. Nous devons continuer à la regrouper pour faire de PEPS un mouvement qui soit ouvert aux classes populaires. Nous l'avons fait depuis le mouvement des retraites nous devons construire le *réseau éco syndicaliste* à partir des travailleurs en première

lignes de l'écologie (*travailleurs des déchets, éboueurs, de la logistique, du BTP, du nucléaire...*).

Le 10 septembre a montré que la jeunesse était la force principale de ce mouvement auto organisé. Il s'agit de lui donner une perspective écologiste anticapitaliste en développant un ***mouvement de la jeunesse en formation*** sur des bases communalistes et d'écologie radicale. Cela signifie encourager la création de mouvements de type "***Commune étudiante***" présentant des listes aux élections universitaires et construisant des bases vertes au sein des facs ou des groupes "***Communes lycéennes***" au sein des lycées.

Pour le reste des thématiques développées par PEPS, nous estimons qu'il faut développer autour des militantEs de PEPS qui sont des personnes ressources ce que nous avons fait autour du Collectif Démocratie Alimentaire, un travail d'analyse, de formation, de propositions dans le mouvement social qui permette l'émergence d'un courant d'idée communaliste sur telle ou telle question. Nous pouvons déjà le faire dans le cadre de la culture, de l'écoféminisme, des LGPTQI+, des drogues, du handicap.

Unir signifie regrouper dans un front anticapitaliste les communalistes, les partisans de l'écologie de libération, de l'éco socialisme, du communisme libertaire, de la gauche alternative, des objecteurs de croissance et ceux de l'autonomie.

Ces forces n'ont pas besoin de fusionner pour former l'aile marchante du mouvement populaire. Elles doivent pouvoir se regrouper localement sur la base de pratiques communes et mener des campagnes nationales pour défendre le droit à la subsistance et lutter pour la défense de nos espaces de liberté. Le Manifeste de "***construisons l'Alternative***" rédigé par des militants du NPA, de PEPS, d'Egalité, d'Ensemble (*regroupés maintenant sous le nom du Réseau Coopératif de la Gauche Alternative*) montre que nous avons beaucoup de choses en commun. De même, la réunion organisée avec l'UCL a montré que nous partageons de larges convergences avec cette organisation libertaire.

Nous devons débattre aussi avec la gauche des Verts, regroupée dans l'Union pour une Écologie Populaire, Alternative Communiste (*la tendance anti Roussel du PCF*), et le Réseau Ecosocialiste des Insoumis (RESI), issu de la Gauche Ecosocialiste.

Enfin des groupes communalistes comme l'Offensive à Lille ou Nantes Populaire et des mouvements comme l'Assemblée nationale des Quartiers, XR, Action Justice Climat ou les Soulèvements de la Terre sont des partenaires naturels pour construire un pôle politique communaliste.

Peps, Octobre 2025